



Article pour le 1^{er} mai 2009

L'humain est capital !

Maria Roth-Bernasconi

Conseillère nationale et co-présidente des Femmes socialistes suisses

Depuis 1890, chaque 1^{er} mai voit les mouvements sociaux du monde entier commémorer la lutte des travailleurs et travailleuses pour la journée de huit heures. Une lutte qui, en 1886 à Chicago, a entraîné plusieurs morts et des centaines de blessés. Depuis, des générations entières de travailleurs et travailleuses ont souffert, beaucoup risqué et payé de leur personne en s'engageant pour un véritable partenariat social et une solide sécurité sociale. Depuis l'origine, les travailleuses participent à cette lutte, ce qui n'apparaît à sa juste mesure ni dans les livres d'histoire, ni dans les médias actuels. En 1928 déjà, les femmes ont créé leur propre plateforme. Leurs revendications : une réduction du temps de travail sans diminution de salaire, une baisse du prix des denrées alimentaires, et des cuisines scolaires pour les enfants.

Aujourd'hui comme hier, les femmes des travailleurs sont actives sur le marché du travail, pour la plupart à temps partiel. Elles restent toutefois nombreuses à assumer le travail familial et ménager qui les attend quotidiennement à la fin de leur journée de travail, une journée qui, en principe, dure huit heures comme celle des hommes. Conséquence de cette répartition inégalitaire du travail : une inégalité salariale qui stagne autour de 20% et des possibilités de carrière limitées pour les femmes. Autrement dit, la journée de huit heures au féminin reste un leurre, et l'égalité des chances un doux rêve !

Ce bilan découle de l'idéal bourgeois qui attribue l'espace public et les positions dirigeantes aux hommes, le domaine familial et privé étant l'apanage des femmes : aux dirigeants des entreprises, des partis, des syndicats et des grands médias –à des hommes, donc– d'orienter le destin de l'économie, de la politique



et de la société ! Même si, tout doucement, un changement se dessine, cette image éculée du rôle des femmes et des hommes se cramponne aux mentalités : les statistiques le démontrent implacablement. Aussi longtemps que la majorité dans l'arène politique, les tribunaux et les hautes sphères de l'économie se déclinera au masculin, l'égalité réelle aura grand peine à avancer.

L'actuelle crise économique est aussi la conséquence de décisions masculines, orientées vers des gains immédiats. Les femmes n'ont pas l'intention de payer pour cette crise sans crier gare, bien au contraire : elles veulent avoir leur mot à dire, et ceci plus qu'auparavant. Car si l'égalité est un droit, elle est aussi un élément indispensable à une économie prospère et durable.

Plusieurs études le prouvent : plus les entreprises comptent de femmes cadres, moins leur cours en bourse a baissé depuis le début de l'année. Les entreprises mixtes résistent donc mieux à la crise financière. Non que les femmes soient forcément de meilleures gestionnaires, mais la complémentarité des styles est un facteur de performance. Il est donc absurde de reléguer l'égalité entre hommes et femmes loin derrière la priorité que représente la gestion de la crise : c'est aujourd'hui que les femmes doivent monter au front, partout et en toute occasion, donc aussi dans le cadre des manifestations du 1^{er} mai !

Certes, l'engagement de la gauche n'a pas suffi à faire avancer suffisamment l'égalité. Il n'a pas non plus permis d'éviter que se creuse le fossé entre les salaires ces vingt dernières années, ni de prévenir la croissance disproportionnée des rendements des marchés financiers par rapport aux salaires -d'autant plus intolérable que les spéculateurs ont creusé la tombe de beaucoup d'entreprises-. Cependant, nous n'avons pas lutté en vain : l'AVS, la semaine de cinq jours, les vacances payées, l'assurance chômage et le partenariat social sont aujourd'hui une évidence, du moins encore pour le moment. Ces acquis vont-ils résister sans dégâts à la crise des marchés financiers ?



On peut craindre le contraire. Premier indice de cette menace : la proposition, avancée par la majorité bourgeoise au Parlement fédéral, de diminuer les rentes au nom de la mauvaise santé du marché des capitaux. Une proposition qui revient à couler les personnes à revenus modestes, et en particulier les femmes ! Ceci après avoir lancé une bouée, que dis-je, un confortable yacht de sauvetage aux banques responsables de la crise. Face à cette injustice, une seule réponse s'impose : glisser un non dans l'urne à ce démantèlement social, et refuser de payer pour la crise des autres !

Une crise qui place la gauche devant un grand défi. Finie la danse infâme autour du veau d'or ! L'heure est venue de fonder un nouveau système économique où l'humain trouve une place capitale, un système qui mette au centre l'homme, la femme et leur travail, qu'il soit rémunéré ou non. Au pouvoir du capital, nous devons opposer l'intérêt commun de l'ensemble des salarié-e-s, hommes et femmes, et créer un système économique basé sur l'égalité, la dignité humaine et la solidarité.